

Le blé aux ouvriers de Moscou et de Pétrograd

Boris Bounkine¹¹

1918. La population ouvrière des villes, surtout des grandes villes, manquait de pain. Aussi l'arrêté d'août du Soviet de Moscou permit-il aux organisations ouvrières de stocker le blé dans les provinces les plus riches (à raison de 1 pouds 1/2 par bouche) et de le transporter sans obstacles par chemins de fer au cours d'un mois. Pour éviter la désorganisation des transports par les spéculateurs, on recommanda dans les réunions générales d'ouvriers dans les entreprises de la capitale de s'abstenir de faire des voyages individuels, mais de nommer des représentants pour acheter le blé par l'intermédiaire des organismes locaux de ravitaillement.

Un mois après, lorsque le délai du libre transport du blé fut écoulé, on constata que de nombreuses organisations ouvrières avaient dépensé d'énormes moyens collectés par les ouvriers en voyages inutiles de district en district à la recherche du blé et étaient revenues à Moscou les mains vides. Les unes ne purent pas acheter de blé, les autres ne purent le transporter dans le temps prévu.

On s'imagine l'état des ouvriers qui restèrent sans pain. Des rumeurs coururent dans les entreprises, excitées par des agents de la contre-révolution. Les ennemis insinuaient que les spéculateurs utilisaient pleinement le droit du libre transport du blé, tandis que les ouvriers organisés, qui, il y a un an avaient fait la révolution et poursuivaient sur les fronts une lutte acharnée pour le pouvoir soviétique, restaient sans pain.

En octobre, à l'ancienne usine Kramer, fut convoquée une réunion générale des délégués des organisations ouvrières de Moscou qui n'avaient pas eu le temps de stocker et transporter le blé pour leur personnel. J'avais alors 21 ans. Je travaillai à la ligne Savélovskaja du chemin de fer du Nord dont les travailleurs étaient du nombre des malchanceux. Le comité militaire révolutionnaire des cheminots m'envoya à la réunion des délégués, m'ayant prévenu cependant de ne pas oublier que les transports ne doivent pas souffrir de l'affluence des spéculateurs.

Parmi les délégués de la réunion générale il y avait des représentants ouvriers des anciennes usines Kramer, Bromleï, « Provodnik », de la fabrique « Doukat », de l'Hôtel des postes de Moscou, de la Monnaie, des ateliers de locomotives du chemin de fer Nikolaevskaïa (aujourd'hui Oktiabrskaja), des ouvriers et des employés des chemins de fer Moscou-Koursk, du Nord, de Kazan, de la direction de l'arsenal de Moscou, de l'ancienne compagnie de tissage Kouchine, du commissariat du peuple des Affaires militaires, du Conseil de l'économie nationale de Russie, de l'imprimerie du journal *Izvestia*, du Soviet de Moscou, des hôpitaux de la capitale, de la Direction principale d'artillerie et de plusieurs autres établissements et organisations, ainsi que des collectifs peu nombreux, tels que : employés de la salle de lecture Tourguénev, gardes du temple du Sauveur, union des concierges, ancienne société par actions « *Transports par bateaux à vapeur* » (les représentants de cette dernière organisation se firent enregistrer sous le titre : « *Flotte de la République soviétique* »). Il y avait en tout 467 délégués, représentant près d'un demi-million d'ouvriers et de leurs familles.

11 Bounkine, Boris Timoféievitch (1897- ?). Cheminot. Exerça le métier pendant plus de quarante ans. Décoré de plusieurs médailles, dont celle de « Cheminot d'honneur ». (Note MIA)

Tous les participants à la discussion se prononcèrent pour la prolongation de l'arrêté sur le libre transport du blé jusqu'au premier mai. Connaissant la situation dans les transports, j'essayai d'expliquer aux camarades que cette prolongation provoquerait la désorganisation des transports ferroviaires qui souffraient déjà de la guerre et de l'affluence de spéculateurs. Mon intervention fut accueillie par des cris de désapprobation. La réunion décida de nommer une commission de trois personnes chargée d'aller parler avec Lénine et résoudre le problème du blé. Je fis partie de cette commission.

À vrai dire, cela m'effrayait de participer à une commission qui devait se rendre auprès de Lénine. Je dis que j'étais un simple cheminot sans-parti, chargé seulement de prendre part à la réunion, et je demandai de réserver dans la commission une place pour les ouvriers des chemins de fer afin qu'un représentant nommé par le comité révolutionnaire put y entrer. Le comité militaire révolutionnaire que j'informai de la décision de la réunion générale, me proposa de participer à la commission et me donna un mandat nécessaire.

La commission fut composée de trois personnes : E. Turine (aide-médecin), P. Bémel (mécanicien) et moi. Nommé secrétaire de la commission, je fus chargé de préparer un rapport à l'intention de Lénine. Les membres de la commission vinrent deux ou trois fois chez moi (je ne me rappelle pas exactement) pour rédiger ce rapport.

Le bruit que nous devions aller chez Lénine se répandit bien vite à Moscou. Le 25 octobre, tard dans la soirée, un camarade vint du commissariat du peuple des Voies de communication et m'amena chez le commissaire du peuple, le camarade [Nevski](#). Celui-ci me mit au courant de la situation quant au transport du blé, des difficultés que rencontraient les cheminots, et me pria de retenir bien tout cela pour le cas où Vladimir Ilitch me le demanderait.

Le 26 octobre, munis de nos mandats, nous allâmes au Kremlin. Nos documents ne portaient aucun cachet ni estampille. Ils étaient signés par Turine, comme président de la commission et par moi, le secrétaire.

À la porte Troïtskié du Kremlin l'homme de service téléphona au Conseil des Commissaires du Peuple à [L. Fotiéva](#) et, avec sa permission, on nous donna des laissez-passer pour entrer dans le bâtiment du gouvernement. En pardessus, serviettes en mains, nous montâmes au deuxième étage, dans l'antichambre. Après avoir regardé nos « mandats » et s'être enquis du but de notre visite, L. Fotiéva alla informer le camarade Lénine de notre arrivée.

Notre décision d'aller voir Lénine, qui était tellement surchargé par les affaires d'État et du parti, nous sembla plus tard étrange et plus qu'audacieuse. Et pourtant on comprend facilement que les ouvriers veuillent aller chez Lénine, chef aimé et ami de tous les travailleurs, en qui la classe ouvrière avait une confiance sans bornes.

Après quelques minutes, on nous invita à passer dans une autre pièce, au bout d'un petit corridor. Nous sentions que la rencontre avec Lénine s'approchait et nous étions émus. Nous ne savions quelle attitude prendre, où mettre nos casquettes ; somme toute, nous nous sentions gênés.

Tout à coup la petite porte qui se trouvait devant nous s'ouvrit et un homme des plus ordinaires, de taille moyenne, habillé d'un complet et de chaussures usagés entra.

— Bonjour, camarades ! dit-il d'une voix douce et agréable, en nous tendant la main.

C'était Vladimir Ilitch.

Probablement grâce à cette réception et à cette ambiance si simples, le trouble qui s'était emparé de nous au début se dissipa et nous eûmes tout de suite l'impression d'être venus chez un ami pour nous entretenir des affaires courantes.

J'exposai notre demande à Vladimir Ilitch et lui remis le rapport que j'avais appris par cœur. Il y jeta un coup d'œil rapide et dit : « *Ce sont les cheminots qui sont responsables de tout cela* », et ajouta encore quelque chose de peu flatteur à leur adresse.

Le commissaire du peuple aux Voies de communication m'ayant fourni la veille quantité d'informations, je répondis :

— Vladimir Ilitch ! Vous avez devant vous un cheminot.

Je me rappelle avoir eu, à ce moment-là, la chair de poule. Mes camarades me regardèrent avec stupéfaction en pensant que j'avais tout gâté, mais il était déjà trop tard pour s'arrêter et je me mis à défendre les cheminots et à accuser les organismes de ravitaillement.

— Vous êtes de quelle ligne ? demanda Vladimir Ilitch.

— De la ligne du Nord.

— Ah, de cette ligne qui fait du sabotage ?

Cette phrase me stupéfia à tel point que j'oubliai tout ce que j'avais appris de notre rapport et je ne savais plus ce qu'il fallait dire. Mes camarades, déconcertés, ne disaient rien.

Après avoir lu notre rapport jusqu'au bout, Vladimir Ilitch dit :

— Nous ferons autrement. Attendez-moi ici. Et il alla dans son cabinet.

Par la porte entrouverte je vis le bureau de Vladimir Ilitch, un fauteuil canne et, derrière lui, une bibliothèque. Vladimir Ilitch revint au bout de quelques minutes et nous donna un petit mot en disant :

— Portez cela au commissariat du peuple du Ravitaillement, au camarade [Brioukhanov](#), et dites aux ouvriers que maintenant nous pouvons satisfaire leurs besoins en blé ici à Moscou

En prenant congé de nous, Vladimir Ilitch dit à L. Fotiéva qu'elle nous fit servir un déjeuner, ensuite s'adressant à moi, il me demanda à brûle-pourpoint :

— Êtes-vous membre du parti ?

Je me troublai encore davantage et répondit :

— Non, Vladimir Ilitch, excusez-moi, mais je suis sans-parti.

Me tenant par l'épaule, Vladimir Ilitch dit :

— Vous n'avez pas à vous excuser. Un sans-parti honnête vaut mieux que certains membres du parti.

Notre entretien fut ainsi terminé et on nous conduisit à la cantine. Là on nous servit un bon potage aux choux et un plat de résistance.

À la cantine, nous avons lu le petit mot écrit par Lénine :

« Camarade Brioukhanov ! Les porteurs de cette lettre veulent obtenir la permission d'aller acheter du blé à raison de 1,5 poud par bouche après le délai parce qu'ils n'ont pu le faire avant. Je pense qu'il faut les aider autrement, car nous ne pouvons pas prolonger le délai. Maintenant nous sommes en état de les aider autrement. Il faut décider comment le faire. Rappelez-le-moi aujourd'hui au C.C.P. Président du C.C.P. V. Oulianov (Lénine). »

Sortis du Kremlin, nous nous dirigeâmes directement au commissariat du Ravitaillement dont le siège était dans les Halles supérieures (maintenant le GOUM) et avons été immédiatement reçus par le commissaire du peuple adjoint, N. Brukhanov (le camarade [Tsiouroupa](#), commissaire, était ce jour-là malade).

Après une brève conversation portant sur le nombre d'organisations enregistrées et la quantité de personnes, le camarade Brioukhanov nous dit de repasser le lendemain, car ce jour même il voulait s'entretenir avec le camarade Lénine.

Je rentrais chez moi heureux et gai. Tout ce qui m'entourait m'apparaissait sous un jour nouveau, gai et joyeux. Transporté de joie, je racontai à ma mère, mon père, mes frères et ma sœur notre visite au Kremlin, notre entretien – avec qui, pensez-vous ? – avec Lénine en personne ! Je leur dis aussi que Lénine m'avait tapé sur l'épaule, comme s'il voulait m'approuver, m'encourager. Des voisins accouraient pour m'écouter, moi, le veinard ! Je dus plusieurs fois recommencer mon récit en détail.

Le lendemain, N. Brukhanov nous informa que, sur la proposition de Lénine, les organisations ouvrières qui n'avaient pas pu amener du blé pour leur personnel avant le 25 septembre le recevraient à Moscou du fonds d'Etat. Quelles organisations et dans quel ordre elles seraient satisfaites, ces questions devaient être résolues par le commissariat du Ravitaillement de concert avec nous, membres de la commission. À cette fin, le commissariat nous réservait une pièce pour le travail et la réception des visiteurs.

Bien vite, on établit l'ordre à suivre pour examiner et satisfaire les demandes adressées par les établissements et les organisations ouvrières de Moscou. On décida de : 1) Satisfaire pleinement les demandes des organisations qui avaient stocké du blé sur place sans pouvoir l'expédier. 2) Satisfaire partiellement les demandes des organisations qui n'avaient pas pu stocker de blé pour des causes ne dépendant pas d'elles : chaque cas nécessitait ici un examen minutieux. 3) Ne pas accepter les demandes des organisations n'ayant pas présenté de documents relatifs aux voyages de stockage.

Notre commission recevait les demandes et les documents nécessaires adressés par les organisations et établissements publics et préparait les projets de résolutions. On fabriqua des formulaires spéciaux que nous remplissions et qui devaient ensuite être signés par le commissaire du peuple adjoint le camarade Brioukhanov, le président de notre commission et un représentant du Bureau militaire de ravitaillement. Cela fait, les représentants d'une organisation pouvaient aller au comité de ravitaillement de Moscou pour y acheter du blé ou de la farine à prix fixe.

Les ouvriers et les employés de la ligne Savélovskaja qui m'avaient délégué à la commission et qui, avec leurs familles, étaient au nombre de 9 mille virent leurs demandes satisfaites par le commissaire du peuple à raison de 30 livres par personne. Ainsi la famille d'un ouvrier ou d'un employé composée de 4 à 5 personnes reçut de 120 à 150 livres (soit 3 ou 4 pouds) de farine. Si l'on prenait en considération qu'avec les tickets on recevait par jour un demi-livre de pain par personne, la joie et l'approbation des ouvriers qui recevaient une telle quantité de produit étaient compréhensibles. Au cours d'un meeting d'ouvriers et d'employés du chemin de fer Savélovskaja, je rendis compte de notre

visite à Lénine et informai que, suivant l'indication de Vladimir Ilitch, chaque ouvrier et employé pouvait dès l'instant même recevoir 30 livres de farine par personne.

Les acclamations et les applaudissements prolongés interrompirent mon discours. Dans la résolution prise, le meeting saluait et remerciait « *le chef du prolétariat le camarade Lénine qui avait pris à cœur les besoins des ouvriers* ». La résolution disait notamment : « *Les ouvriers étaient sûrs qu'ils avaient un chef qui n'oublierait pas les travailleurs...* »

Bientôt des représentants d'organisations et d'établissements de la région de Moscou qui ne surent pas utiliser l'arrêté du Soviet de Moscou sur le stockage et le transport du blé, s'adressèrent à notre commission. Cependant, conformément aux indications du commissariat du peuple du Ravitaillement, nous ne pouvions pas accepter les demandes des organisations d'autres villes. En novembre, une grande délégation d'ouvriers de Pétrograd arriva qui critiqua fortement notre commission pour son « *action séparatiste* » – telle était l'expression employée par les camarades de Pétrograd – et exigea de porter immédiatement sur la liste les organisations de Pétrograd et de la région de Moscou.

On décida de convoquer une seconde réunion des représentants ouvriers de Moscou et de Pétrograd. Cette réunion fut prévue pour une heure de l'après-midi, rue Ermakovskaïa, dans la salle de concert de la Maison ouvrière. N. Brukhanov, invité par la commission à cette réunion, donna la réponse suivante : « *Je ne suis pas sûr d'avoir le temps de venir. Une réunion ne peut pas résoudre les questions. Il faut les résoudre documents en mains.* »

La réunion, comme on le prévoyait, fut nombreuse (près de 2 mille personnes représentant 525 organisations) et très orageuse. Elle fut ouverte par le président de notre commission, le camarade Turine. On n'élit au présidium aucun membre de notre commission. L'initiative se trouva entre les mains des représentants de Pétrograd. La parole pour une déclaration extraordinaire fut donnée au camarade Alexéev de l'Arsenal de Pétrograd. Il proposa de considérer la réunion comme un congrès et d'inviter à y assister le commissaire adjoint Brukhanov ou quelque autre membre du collège du commissariat. On me proposa de donner lecture de la lettre adressée à Brukhanov s'invitant à la commission et de la réponse de celui-ci refusant de venir. La réunion délégua trois personnes pour mener des pourparlers avec Brukhanov par téléphone. Mais cette fois aussi il refusa de venir ou d'envoyer quelqu'un du commissariat.

L'atmosphère de la réunion s'échauffait. On avançait les propositions de délibérer la question au cours des réunions générales de fabriques et d'usines et de prendre des résolutions exigeant une prolongation de l'arrêté du Soviet de Moscou.

Ce n'est qu'après une heureuse intervention de Turine qui décrivit notre visite à Lénine et sa grande attention à l'égard des besoins des ouvriers, que l'assistance se calma. La résolution suivante fut prise ensuite (je reproduis le texte d'après le procès-verbal) :

« *Le congrès des délégués des organisations n'ayant pu acquérir 1,5 poud de blé décide de :*

1. Prier le C.E.C. [Comité exécutif central des Soviet], le Soviet de Moscou et le camarade Lénine de satisfaire pleinement toutes les organisations ayant obtenu la permission d'acheter le blé conformément à l'arrêté du Soviet de Moscou, ayant dépensé une masse d'argent collecté sans pouvoir acheter du blé pour des causes ne dépendant pas d'elles. En même temps envoyer cette résolution au C.E.C. de Russie, au Soviet de Moscou et déléguer une seconde fois les camarades Bounkine, Bémel et Turine chez Lénine.

2. Confier la responsabilité de toutes les démarches nécessaires à la commission antérieurement élue la complétant de deux membres : le camarade Alexéev, délégué de l'Arsenal de Pétrograd, et le camarade Korélov du district d'Orékhovo-Zouévo. »

Le jour suivant, les délégués de Pétrograd vinrent chez nous aux Halles supérieures et exprimèrent de nouveau et d'une façon très catégorique leur mécontentement au sujet de notre « *action séparatiste* », de ce que nous n'avions agi qu'au nom des organisations de Moscou, et exigèrent que nous allâmes avec eux voir Brukhanov. Les ouvriers irrités parlèrent sur un ton très brusque en exigeant de permettre un libre transport du blé ou de leur livrer du blé des fonds d'État. Brukhanov répondit qu'avant tout il fallait élever la productivité du travail et la capacité de transport des chemins de fer.

Là-dessus l'entretien s'interrompit. Mais les camarades de Pétrograd n'en restèrent pas là et me dirent : « *Conduis-nous chez Lénine.* » On ne me permit même pas de passer dans le bureau de notre commission. On m'apporta mon pardessus, ma casquette et nous partîmes ou, plutôt, on me conduisit au Kremlin. J'étais contre cette démarche et me sentais fortement troublé. On nous laissa entrer au Kremlin et nous montâmes dans la salle d'audience du Conseil des Commissaires du Peuple. Au moment où les délégués de Pétrograd parlaient à une jeune fille assise à une table, je racontai tout à L. Fotiéva et la priai de ne pas nous laisser entrer chez Vladimir Ilitch pour ne pas le déranger, mais prendre cependant en considération que les exigences des camarades étaient légitimes et pouvaient être satisfaites sans l'intervention de Lénine. La camarade Fotiéva parla aux ouvriers et nous conseilla d'aller voir le camarade J. Sverdlov, président du C.E.C. de Russie, qui nous reçut immédiatement.

Les délégués de Pétrograd prirent place autour de la table des séances et moi, près du bureau de Sverdlov. Je lui parlai franchement de notre affaire, notre visite à Lénine, du travail de notre commission près le commissariat du Ravitaillement, de la récente réunion générale, de l'entretien de Brukhanov avec les ouvriers de Pétrograd.

Sverdlov répondit tranquillement et amicalement aux délégués, les mit au courant de la situation dans le pays quant au blé et au combustible et promit d'en parler à Lénine et de donner des instructions au commissariat du Ravitaillement pour que les demandes des ouvriers de Pétrograd, tout comme celles de Moscou, fussent satisfaites. À la fin de l'entretien Sverdlov nous serra la main et nous proposa de déjeuner à la cantine du Kremlin

Nous sortîmes du Kremlin, rassurés et encouragés.

Le lendemain, les délégués des ouvriers de Pétrograd repartirent chez eux, et bientôt des wagons de blé furent envoyés à Pétrograd.

Lénine tel qu'il fut, tome 2. Moscou, Éditions en Langues étrangères, 1959, pp. 470-478.